

# Le «moindre mal»

Jamais expression n'aura autant devancé l'idée, l'intention ou le projet que celle d'«Opep du gaz».

Sauf à accorder de l'importance à l'écume des choses, rien n'indique que les intérêts des uns et des autres convergent réellement, qu'il s'agisse du court ou du long terme. Il y a à cela deux raisons : primo, les particularités du marché gazier ; secundo, les intérêts divergents des producteurs.

L'expression "Opep du gaz" est apparue dans un article du *Financial Times* en novembre 2006, en référence à un rapport d'experts de l'Otan qui incluait dans cette organisation potentielle la Russie, l'Iran, la Libye, le Qatar, l'Algérie et les pays d'Asie centrale. Mais elle fut prononcée la première fois en 2001 par des représentants iraniens.

Tout commence avec l'axe complexe Moscou-Téhéran qui consacre l'alliance contre-nature d'une puissance en quête de survie et d'une autocratie cléricalisée en attente d'implosion.

C'est au secrétaire du Conseil de sécurité russe, Igor Ivanov, en visite à Téhéran, que l'ayatollah Ali Khamenei, le Guide suprême de la révolution islamique, a fait la proposition explosive de création d'un cartel du gaz regroupant les plus importantes réserves mondiales connues, le dimanche 28 janvier : "l'Iran et la Russie pourraient créer une structure pour organiser la coopération gazière à l'instar de l'Opep, dans la mesure où la moitié des réserves mondiales de

gaz se trouvent en Russie et en Iran."

L'Iran a naturellement tout à gagner d'un rapprochement avec son voisin et la presse russe ne cache pas ses réserves à cet égard : "Au fond, on a proposé à Moscou de décider si la Russie était prête à une union militaro-énergétique avec un Iran tombé en disgrâce", note le journal *Vremia Novosti*. "L'accord pour la formation d'un cartel du gaz avec l'Iran signifierait le passage sans équivoque de la Russie du statut de partenaire de l'Occident à celui d'opposant, et pas seulement d'un point de vue énergétique", prévient le même journal. L'offre de Téhéran représente ainsi un véritable dilemme pour Moscou, qui, pour l'heure, se garde bien de répondre à l'offre iranienne, tout en essayant de rassurer ses clients occidentaux alors que de grandes incertitudes pèsent sur sa capacité à respecter des engagements sous la pression d'une demande domestique qui croît d'environ 2,2 % par an. La Russie a beau disposer des plus grandes réserves de gaz de la planète et jouer les superpuissances énergétiques, elle va au-devant d'une pénurie de gaz sur le plan intérieur. Soumis aux impératifs de la politique étrangère du Kremlin, Gazprom est en effet incapable d'alimenter une économie nationale qui croît à un rythme supérieur à 6 % par an.

La pénurie interne a également des répercussions sur le plan international. Elle signifie que Gazprom ne pourra pas augmenter l'approvisionnement de l'Europe, du moins à court terme — ce qui préoccupe de plus en plus les pays concernés. Gazprom explique la pénurie par le niveau artificiellement bas des prix nationaux, nettement inférieurs à ceux pratiqués en Europe. Sur son marché intérieur, où elle vend les deux tiers de son gaz, la société gazière arrive à peine à l'équilibre ; elle fait l'essentiel de ses bénéfices en exportant le reste. Elle n'a donc guère intérêt à mettre en valeur des gisements destinés à la consommation nationale. Le discrédit qui pèse sur l'Iran et les difficultés de Gazprom à honorer ses engagements plaident naturellement pour un rapprochement avec l'Algérie. "Il serait bien plus avantageux pour la Russie de conclure un accord avec l'Algérie sur les principes de livraison de gaz à l'UE, étant donné que Gazprom fournit son gaz aux pays d'Europe orientale, centrale et nordique, alors que l'Algérie fournit la partie sud et sud-ouest de l'Europe", estime le journal *Kommersant*.

Il faut dire que le pouvoir algérien ne sait plus sur quel pied danser face aux sollicitations russes et aux pressions internes du lobby iranien conforté par l'espace occupé par l'islamisme politique. Le ministre de l'Énergie et des Mines, qui s'opposait à la création d'une Opep du gaz, allant même jusqu'à estimer que cela ne serait pas possible techniquement, vient de

concéder "une réflexion dans ce sens", laissant à la prochaine rencontre de Doha des pays producteurs et exportateurs du gaz (prévue pour le 9 avril prochain) le soin d'apprécier si cette perspective procure de l'intérêt pour les parties. Chakib Khelil avait initialement écarté cette éventualité, en soulignant que les prix du gaz étant indexés sur ceux du pétrole et que l'Opep, qui contrôle ces derniers, contrôle aussi les premiers.

Cette volte-face fait suite à la déclaration du président de la République soutenant qu'il "ne faut pas rejeter l'idée a priori" et qu'elle "mérite d'être examinée et discutée entre tous les intéressés". Comme tous les autres producteurs de gaz, l'Algérie développe une stratégie consistant à suivre le produit jusqu'au consommateur final en ouvrant des filiales en Europe afin de tirer profit de l'ouverture des marchés européens de l'énergie en intervenant dans la distribution, tout en s'interdisant de devenir un acteur menaçant de ce segment. Les contrats à long terme restent en vigueur, parallèlement aux nouveaux contrats signés directement avec des consommateurs, à leur tête les industriels. Cet objectif ressort clairement de l'annonce faite par le ministre de l'Énergie et des Mines, mercredi 7 février, à Madrid, de la création prochaine de filiales en France («dans quelques mois») et en Espagne. Convaincu qu'elle «peut être le commercialisateur le plus compétitif», Sonatrach cherche ainsi à

capturer «une part de la rente générée dans le segment distribution», selon M. Khelil. L'autre grand exportateur de gaz, le Qatar, troisième rang mondial, après la Russie et l'Iran, pour ses réserves de gaz naturel, évaluées à plus de 25 000 milliards de m<sup>3</sup>, ne semble pas réellement emballé. Le 5 février dernier, le ministre qatari de l'Énergie, Abdallah Ben Hamad Al-Attiyah, interrogé sur des propos de M. Poutine jugeant «intéressante» l'idée d'une «Opep du gaz», avait déclaré qu'«il n'y a pas lieu à la création d'une telle organisation car le gaz est différent du pétrole».

L'UE joue donc sur du velours. Elle sait que les forces et les intérêts en présence, les contraintes du marché et les mécanismes juridiques et contractuels qui régissent le gaz ne favorisent pas des alliances type Opep. Elle y fait face doublement : en resserrant sa demande intérieure et en projetant une stratégie énergétique qui la préserve de toute dépendance.

Côté consommation, les grandes manœuvres se poursuivent dans l'énergie suivant une logique monopolistique qu'aucun observateur avisé n'est venu contester tant la logique est évidente ici : au-delà des fictions juridiques des dispositifs anti-trusts, le cartel est à l'impérialisme ce que le biberon de lait est au nourrisson. La vague des fusions-acquisitions dans l'énergie est loin d'être terminée, avec, à moyen terme, pas plus de trois champions sur le mar-

ché européen. Le nouveau groupe E.ON-Endesa (117 milliards d'euros de capitalisation boursière) est en passe de reléguer EDF (99 milliards) au 2ème plan, suivie très loin derrière par l'Enel italienne (50,7 milliards).

Quelles solutions s'offrent à l'UE pour assurer son indépendance vis-à-vis de la Russie en ce qui concerne les approvisionnements énergétiques ? L'énergie nucléaire n'est en aucun cas une solution à long terme. L'espoir repose désormais sur la Norvège dont le gisement de la mer de Barents pourrait lui fournir de grandes quantités de gaz à l'Europe et diminuer sa dépendance vis-à-vis de la Russie. En attendant d'investir massivement dans les énergies renouvelables et de convenir d'une stratégie commune, l'Algérie représente indéniablement «le moindre mal» pour elle. Or, l'Algérie sait-elle qu'ici, comme dans d'autres domaines, elle n'a pas d'amis mais que des intérêts ?

A. B.



Par Ammar Belhimer  
[ambelhimer@hotmail.com](mailto:ambelhimer@hotmail.com)

A. B.

## LANCEMENT HIER DU 3EME FESTIVAL DU TOURISME SAHARIEN A TAGHIT

# La perle de la Saoura en fête

De notre envoyé à Taghit, Lotfi Merad

C'est à partir de l'enchanteresse oasis de Taghit, à 93 km au sud de Béchar, que le ministre du Tourisme Nouredine Moussa a donné le coup d'envoi officiel du 3ème festival du tourisme saharien. La perle de la Saoura accueillera, six jours durant, les festivités de ce nouveau rendez-vous culturel et touristique qui réunira pas moins de 1200 participants venus de 14 wilayas du sud du pays. Plusieurs invités étrangers dont des journalistes de la presse internationale spécialisée et des représentants de tour-opérateurs européens, belges, français, hollandais, canadiens et allemands sont également présents à ce troisième festival afin de prendre connaissance des atouts que compte la région de la Saoura et faire découvrir les richesses touristiques encore inexploitées dont regorge le grand Sahara algérien. Outre les manifestations culturelles, une journée d'étude sur le thème du "tourisme saharien, élément moteur du développement des régions du sud", se tiendra aujourd'hui. Les participants devront débattre des stratégies à même de permettre de promouvoir les activités touristiques dans le Sud. Chose sur laquelle insistera Nouredine Moussa à l'ouverture du festival



en soulignant "la nécessité d'améliorer l'attractivité de la destination Algérie". A l'occasion de ce troisième festival, un circuit touristique sur les traces des civilisations ayant habité la

région dans le passé passera entre autres par les gravures rupestres de la zaoûia Tahtania, au ksour à l'architecture typiquement saharienne d'Igli et de Beni-Abbès ainsi que la verdoyante palmeraie de Taghit. Mais la fête atteindra son apogée avec la célébration à Beni-Abbès, le 30 mars prochain, de la veillée marquant la naissance du Prophète Mohamed (QLSSSL). Plusieurs milliers de visiteurs venus des quatre coins d'Algérie mais aussi de l'étranger convergeront vers cette autre perle du désert pour prendre part aux waâdates. Comme à chaque fois, le 3ème festival du tourisme saharien donnera à coup sûr une nouvelle dynamique au tourisme dans les régions du Sahara.

Pour preuve, un afflux considérable de touristes est enregistré dans les villes ayant abrité ce festival annuel. On citera, à titre d'exemple, la ville de Tamanrasset qui a reçu pas moins de 21.000 visiteurs l'année ayant suivi la première édition du festival du tourisme saharien en 2006 contre 8000 visiteurs en 2005.

L. M.

Retrouvez Volkswagen au salon de l'automobile à la SAFEX - Piss Marfilles-Pavillon A Du 27 Mars au 04 Avril 2007

**Des remises spéciales allant jusqu'à 200 000 DA**

SOVAC

070 999 070